

**GROUPE EURO DISNEY S.C.A.**  
**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**  
**Semestre clos le 31 mars 2013**

## **SOMMAIRE**

<b>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE .....</b>	<b>3</b>
<b>ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES.....</b>	<b>10</b>
<b>ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....</b>	<b>31</b>
<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013.....</b>	<b>33</b>

## **RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE**

## INTRODUCTION

Le Groupe\* exploite le site de Disneyland® Paris, qui comprend deux parcs à thèmes, sept hôtels à thèmes, deux centres de congrès, le centre de divertissements Disney Village®, et un parcours de golf. L'activité du Groupe comprend également le développement d'un site de 2 230 hectares, dont approximativement la moitié reste à développer.

## RESUME DES RESULTATS FINANCIERS DU PREMIER SEMESTRE\*\*

<b>Données financières clés</b> <i>(en millions d'euros, non audité)</i>	Premier Semestre		Exercice 2012
	2013	2012	
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>567,7</b>	552,4	1 324,3
Charges d'exploitation	<b>(650,2)</b>	(637,1)	(1 320,9)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(82,5)</b>	(84,7)	3,4
Plus : dotations aux amortissements	<b>85,6</b>	86,4	173,8
<b>EBITDA</b> <sup>(1)</sup>	<b>3,1</b>	1,7	177,2
EBITDA en pourcentage du chiffre d'affaires	<b>0,5 %</b>	0,3 %	13,4 %
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>(108,4)</b>	(120,9)	(100,2)
Part du Groupe	<b>(89,1)</b>	(100,8)	(85,6)
Part des minoritaires	<b>(19,3)</b>	(20,1)	(14,6)
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	<b>(19,8)</b>	12,3	142,7
Flux de trésorerie utilisés pour les opérations d'investissement	<b>(52,2)</b>	(83,8)	(152,0)
<b>Free cash flow utilisé</b> <sup>(1)</sup>	<b>(72,0)</b>	(71,5)	(9,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie - Solde en fin de période	<b>68,7</b>	230,4	114,3

<sup>(1)</sup> L'EBITDA (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization) et le Free cash flow (flux de trésorerie liés à l'exploitation moins ceux utilisés pour les opérations d'investissement) ne mesurent pas la performance financière telle qu'elle est définie selon les normes IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts aux autres indicateurs que sont le résultat d'exploitation, le résultat net ou les flux de trésorerie liés à l'exploitation dans l'évaluation des résultats financiers du Groupe. Cependant, la direction estime que l'EBITDA et le Free cash flow constituent des indicateurs pertinents de l'appréciation de l'activité du Groupe.

## Statistiques opérationnelles clés

Fréquentation des parcs à thèmes (en millions) <sup>(2)</sup>	<b>6,7</b>	6,8	16,0
Dépense moyenne par visiteur (en euros) <sup>(3)</sup>	<b>45,97</b>	44,11	46,44
Taux d'occupation des hôtels <sup>(4)</sup>	<b>78,0 %</b>	79,8 %	84,0 %
Dépense moyenne par chambre (en euros) <sup>(5)</sup>	<b>207,84</b>	207,29	231,33

<sup>(2)</sup> Le nombre de visiteurs des parcs à thèmes est enregistré sur la base de la première entrée, c'est-à-dire qu'une personne visitant les deux parcs dans la même journée ne sera comptée qu'une seule fois.

<sup>(3)</sup> Montants hors taxes moyens par jour, comprenant le prix d'entrée et les dépenses en restauration et en marchandises et autres services dans les parcs à thèmes.

<sup>(4)</sup> Nombre de chambres occupées par jour en pourcentage du nombre de chambres total (le nombre de chambres total est d'environ 5 800 chambres).

<sup>(5)</sup> Montants hors taxes moyens par jour, comprenant le prix de la chambre et les dépenses en restauration et en marchandises et autres services dans les hôtels.

\* Le Groupe comprend Euro Disney S.C.A. (la "Société"), ses filiales contrôlées juridiquement (le "Groupe Contrôlé Juridiquement") et sa société de financement consolidée. Pour une description plus détaillée du Groupe, voir la note 1. "Description du Groupe" des états financiers consolidés semestriels résumés.

\*\* Pour les besoins de ce rapport semestriel d'activité, le premier semestre (le "Premier Semestre") désigne le semestre clos le 31 mars 2013.

**COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE RESUME**

<i>(en millions d'euros, non audité)</i>	Premier Semestre		Variation	
	<b>2013</b>	2012	Montant	%
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>567,7</b>	552,4	15,3	2,8 %
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>(650,2)</b>	(637,1)	(13,1)	2,1 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(82,5)</b>	(84,7)	2,2	(2,6) %
Charges financières nettes	<b>(25,8)</b>	(36,0)	10,2	(28,3) %
Résultat des sociétés mises en équivalence	<b>(0,1)</b>	(0,2)	0,1	n/r
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(108,4)</b>	(120,9)	12,5	(10,3) %
Impôts	-	-	-	n/a
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>(108,4)</b>	(120,9)	12,5	(10,3) %
<b>Résultat net :</b>				
Part du Groupe	<b>(89,1)</b>	(100,8)	11,7	(11,6) %
Part des minoritaires	<b>(19,3)</b>	(20,1)	0,8	(4,0) %

*n/r : non représentatif.*  
*n/a : non applicable.*

**COMMENTAIRES SUR LA STRUCTURE DU RESULTAT D'EXPLOITATION**

**Saisonnalité**

L'activité du Groupe est saisonnière et les résultats annuels dépendent de façon significative de l'activité du second semestre de l'exercice, soit du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre, qui correspond traditionnellement à la haute saison pour Disneyland® Paris. Par conséquent, les résultats du Premier Semestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2013.

**Chiffre d'affaires par activité**

<i>(en millions d'euros, non audité)</i>	Premier Semestre		Variation	
	<b>2013</b>	2012	Montant	%
Parcs à thèmes	<b>311,4</b>	304,8	6,6	2,2 %
Hôtels et Disney Village®	<b>228,2</b>	224,5	3,7	1,6 %
Autres	<b>21,5</b>	21,8	(0,3)	(1,4) %
<b>Activités touristiques</b>	<b>561,1</b>	551,1	10,0	1,8 %
<b>Activités de développement immobilier</b>	<b>6,6</b>	1,3	5,3	n/r
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>567,7</b>	552,4	15,3	2,8 %

*n/r : non représentatif.*

**Le chiffre d'affaires généré par les activités touristiques** est en hausse de 2 % pour s'établir à 561,1 millions d'euros, contre 551,1 millions d'euros au titre du premier semestre de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires des parcs à thèmes augmente de 2 % pour s'établir à 311,4 millions d'euros contre 304,8 millions d'euros au titre du premier semestre de l'exercice précédent, traduisant une hausse de 4 % de la dépense moyenne par visiteur à 45,97 euros, partiellement compensée par une baisse de 2 % de la fréquentation des parcs à 6,7 millions de visiteurs. L'augmentation de la dépense moyenne s'explique par la hausse des dépenses liées aux entrées, à la restauration et en marchandises. La baisse de la fréquentation reflète une diminution du nombre de visiteurs français, espagnols et belges.

Le chiffre d'affaires des hôtels et du Disney Village® augmente de 2 % pour s'établir à 228,2 millions d'euros, contre 224,5 millions d'euros au titre du premier semestre de l'exercice précédent, traduisant une hausse de 17 % du chiffre d'affaires du Disney Village, partiellement compensée par une diminution de 1,8 point du taux d'occupation des hôtels à 78 %. La hausse du chiffre d'affaires du Disney Village s'explique principalement par l'activité de la nouvelle boutique, *World of Disney*, qui a ouvert ses portes en juillet 2012. La diminution du taux d'occupation des hôtels s'est traduite par 24 000 nuitées de moins qu'au premier semestre de l'exercice précédent, reflétant principalement une baisse du nombre de visiteurs espagnols, ainsi qu'une diminution des activités de tourisme d'affaires, partiellement compensées par un plus grand nombre de visiteurs britanniques.

Les autres revenus, qui incluent principalement les redevances de partenariat et les services de transport et de voyages proposés aux visiteurs, sont en baisse de 1 % à 21,5 millions d'euros, contre 21,8 millions d'euros au titre du premier semestre de l'exercice précédent.

**Le chiffre d'affaires des activités de développement immobilier** est en hausse de 5,3 millions d'euros à 6,6 millions d'euros, contre 1,3 million d'euros au titre du premier semestre de l'exercice précédent. Cette hausse est due à une vente de terrain conclue au cours du Premier Semestre, alors qu'aucune vente de terrain n'avait été conclue au cours du premier semestre de l'exercice précédent.

### Charges d'exploitation

<i>(en millions d'euros, non audité)</i>	Premier Semestre		Variation	
	2013	2012	Montant	%
Charges d'exploitation directes <sup>(1)</sup>	<b>527,4</b>	513,4	14,0	2,7 %
Dépenses de marketing et ventes	<b>68,0</b>	69,5	(1,5)	(2,2) %
Frais généraux et administratifs	<b>54,8</b>	54,2	0,6	1,1 %
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>650,2</b>	637,1	13,1	2,1 %

<sup>(1)</sup> Les charges d'exploitation directes comprennent principalement les frais de personnel opérationnel, les dotations aux amortissements liées aux opérations, les coûts des ventes, les redevances de licence et la rémunération du gérant. Au titre du Premier Semestre et du premier semestre de l'exercice 2012, les redevances de licence et la rémunération du gérant s'élevaient respectivement à 32,7 millions d'euros et 31,6 millions d'euros.

Les charges d'exploitation directes sont en hausse de 3 % par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par les coûts des nouveaux contenus proposés, la hausse des salaires et une augmentation des charges liées aux activités de développement immobilier.

Les dépenses de marketing et ventes sont en baisse de 2 % par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, traduisant une baisse des charges liées aux activités de ventes et aux initiatives média.

## CHARGES FINANCIÈRES NETTES

<i>(en millions d'euros, non audité)</i>	Premier Semestre		Variation	
	2013	2012	Montant	%
Produits financiers	0,5	2,9	(2,4)	(82,8) %
Charges financières	(26,3)	(38,9)	12,6	(32,4) %
<b>Charges financières nettes</b>	<b>(25,8)</b>	<b>(36,0)</b>	<b>10,2</b>	<b>(28,3) %</b>

Les produits financiers diminuent de 2,4 millions d'euros par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, reflétant une baisse du niveau moyen de trésorerie et d'équivalents de trésorerie ainsi que des taux d'intérêt à court terme plus faibles.

Les charges financières diminuent de 12,6 millions d'euros par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, traduisant la baisse du taux d'intérêt moyen de la dette suite au refinancement de 2012.

## RESULTAT NET

Au titre du Premier Semestre, la perte nette de l'ensemble consolidé s'établit à 108,4 millions d'euros, contre 120,9 millions d'euros au titre du premier semestre de l'exercice précédent.

## ENDETTEMENT

Les emprunts du Groupe au 31 mars 2013 sont détaillés ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 septembre 2012	Premier Semestre 2013 <i>(non audité)</i>			Au 31 mars 2013 <i>(non audité)</i>
		Augmentations	Diminutions	Transferts	
<i>Emprunts TWDC</i>	1 231,8	-	-	-	1 231,8
<i>Promissory Note avec DEI</i>	268,7	-	-	-	268,7
<i>Promissory Note avec Euro Disney S.A.S.</i>	92,7	-	-	-	92,7
<i>TWDC - Centre de congrès</i>	15,9	-	-	-	15,9
<i>TWDC ligne de crédit réutilisable de 100 M€</i>	100,0	-	-	-	100,0
Emprunts TWDC	1 709,1	-	-	-	1 709,1
Emprunt sur crédit-bail capitalisé	0,2	-	-	(0,1)	0,1
<b>Emprunts non courants</b>	<b>1 709,3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0,1)</b>	<b>1 709,2</b>
<i>TWDC - Centre de congrès</i>	1,4	-	-	-	1,4
<i>TWDC ligne de crédit réutilisable de 250 M€</i>	-	30,0	-	-	30,0
Emprunts TWDC	1,4	30,0	-	-	31,4
Emprunt sur crédit-bail capitalisé	0,3	-	(0,1)	0,1	0,3
<b>Emprunts courants</b>	<b>1,7</b>	<b>30,0</b>	<b>(0,1)</b>	<b>0,1</b>	<b>31,7</b>
<b>Total emprunts</b>	<b>1 711,0</b>	<b>30,0</b>	<b>(0,1)</b>	<b>-</b>	<b>1 740,9</b>

L'endettement du Groupe a augmenté de 29,9 millions d'euros pour s'établir à 1 740,9 millions d'euros au 31 mars 2013 contre 1 711,0 millions d'euros au 30 septembre 2012. Cette augmentation est principalement liée à l'utilisation d'un montant de 30,0 millions d'euros sur la ligne de crédit réutilisable de 250,0 millions d'euros accordée par The Walt Disney Company ("TWDC"). Pour une description plus détaillée, voir la note 8. "Emprunts" des états financiers consolidés semestriels résumés du Groupe.

## FLUX DE TRESORERIE

Au 31 mars 2013, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 68,7 millions d'euros, en baisse de 45,6 millions d'euros par rapport au 30 septembre 2012, et de 161,7 millions d'euros par rapport au 31 mars 2012. Ces variations sont plus spécifiquement liées aux :

<i>(en millions d'euros, non audité)</i>	Premier Semestre		Variation
	2013	2012	
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	<b>(19,8)</b>	12,3	(32,1)
Flux de trésorerie utilisés pour les opérations d'investissement	<b>(52,2)</b>	(83,8)	31,6
<b>Free cash flow utilisé</b>	<b>(72,0)</b>	(71,5)	(0,5)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	<b>26,4</b>	(64,2)	90,6
<b>Variations de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(45,6)</b>	(135,7)	90,1
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie - Solde en début de période</b>	<b>114,3</b>	366,1	(251,8)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie - Solde en fin de période</b>	<b>68,7</b>	230,4	(161,7)

Le *Free cash flow* utilisé au cours du Premier Semestre s'établit à 72,0 millions d'euros contre 71,5 millions d'euros utilisés au titre du premier semestre de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie utilisés pour l'exploitation au titre du Premier Semestre s'élèvent à 19,8 millions d'euros contre 12,3 millions d'euros générés au cours du premier semestre de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par un besoin en fonds de roulement plus important. Les variations du besoin en fonds de roulement au cours du premier semestre de l'exercice précédent avaient bénéficié du report en dette à long terme de 33,9 millions d'euros de redevances de licence et de rémunération du gérant, tel qu'autorisé par les accords de financement signés lors de la restructuration de 2005. Le Groupe n'a pas bénéficié de ce mécanisme de report au cours du Premier Semestre suite à son extinction lors du refinancement de 2012.

Les flux de trésorerie utilisés pour les opérations d'investissement s'élèvent à 52,2 millions d'euros, contre 83,8 millions d'euros utilisés au cours du premier semestre de l'exercice précédent. Cette baisse résulte du niveau des investissements réalisés au premier semestre de l'exercice précédent pour la boutique *World of Disney* qui a ouvert en juillet 2012 au Disney Village®, et du rythme des dépenses liées à une nouvelle attraction inspirée du film d'animation Disney•Pixar *Ratatouille* dont l'ouverture est prévue dans le Parc Walt Disney Studios® en 2014.

Les flux de trésorerie générés par les opérations de financement s'élèvent à 26,4 millions d'euros au cours du Premier Semestre, contre 64,2 millions d'euros utilisés au titre du premier semestre de l'exercice précédent. Au cours du Premier Semestre, le Groupe a réalisé un tirage de 30,0 millions d'euros sur la ligne de crédit réutilisable de 250,0 millions d'euros accordée par TWDC<sup>1</sup>. Au cours du premier semestre de l'exercice précédent, le Groupe avait remboursé ses emprunts bancaires, pour un montant de 64,3 millions d'euros, conformément aux échéanciers en vigueur avant le refinancement de 2012.

Conformément aux échéanciers définis lors du refinancement de 2012, le Groupe est tenu de rembourser seulement 1,4 million d'euros d'emprunts TWDC au cours du second semestre de l'exercice 2013.

<sup>1</sup> Pour une description plus détaillée, voir la note 8. "Emprunts" des états financiers consolidés semestriels résumés du Groupe.



## **TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES**

Le Groupe a réalisé un certain nombre de transactions avec TWDC et ses filiales. Les transactions les plus significatives concernent les redevances de licence pour l'utilisation des droits de propriété intellectuelle appartenant à TWDC, la rémunération de gérance et la rémunération pour un certain nombre de services techniques et administratifs fournis par TWDC et ses filiales. Le Groupe a par ailleurs souscrit des emprunts, qui incluent deux lignes de crédit réutilisables, auprès de TWDC.

Pour une description des transactions avec les parties liées au cours du Premier Semestre, voir la note 13. "Transactions avec les parties liées" des états financiers consolidés semestriels résumés du Groupe.

## **EVENEMENTS RECENTS ET A VENIR**

### **Festivités du 20<sup>ème</sup> anniversaire de Disneyland® Paris**

Le 28 février 2013, le Groupe a annoncé la prolongation des festivités du 20<sup>ème</sup> anniversaire de Disneyland® Paris jusqu'au 30 septembre 2013. Les visiteurs ont ainsi une seconde chance de profiter des festivités et du spectacle *Disney Dreams!*<sup>1</sup> qui sera étoffé de scènes issues de deux grands films : *Le Roi Lion* et *Rebelle*. Le spectacle devient interactif grâce aux *Disney Light'Ears*<sup>1</sup>, des oreilles de Mickey lumineuses qui changent de couleur de manière synchronisée avec le spectacle pour faire de *Disney Dreams!* une expérience encore plus spectaculaire pour toute la famille. Pour plus d'informations, se référer au communiqué de presse disponible sur le site internet du Groupe.

### **Disneyland Paris annonce une nouvelle attraction inspirée de *Ratatouille* pour 2014**

Le 28 février 2013, le Groupe a également annoncé une nouvelle attraction inspirée du film d'animation *Ratatouille*, des studios Disney•Pixar, qui devrait ouvrir dans le Parc Walt Disney Studios® en 2014. Cette attraction unique plongera les visiteurs dans l'univers de Rémy, un jeune rat talentueux qui rêve de devenir un grand chef français. Pour cette aventure parisienne romantique, Disney alliera ses talents de conteur à une technologie de dernière génération. Pour plus d'informations, se référer au communiqué de presse disponible sur le site internet du Groupe.

## **FACTEURS DE RISQUES**

Les principaux risques<sup>2</sup> et incertitudes du Groupe sont décrits dans le Document de Référence 2012<sup>3</sup> et reflètent principalement les risques relatifs à la nature même de l'activité des parcs à thèmes, parmi lesquels les impacts potentiels de la conjoncture économique, ainsi que l'endettement élevé du Groupe.

---

<sup>1</sup> Les *Disney Light'Ears* seront en vente dans certaines boutiques de Disneyland Paris, ainsi qu'en ligne, dès l'été 2013.

<sup>2</sup> Voir la partie "Assurances et facteurs de risques" de la section B.2. "Rapport du Gérant pour le Groupe et la société mère" du Document de Référence 2012.

<sup>3</sup> Le Document de Référence du Groupe a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers ("AMF") le 24 janvier 2013 sous le numéro D.13-0025 (le "Document de Référence 2012"). Il est également disponible sur le site internet de la Société (<http://corporate.disneylandparis.fr>) et sur le site de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

**ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES**

*Les états financiers consolidés semestriels résumés sont présentés selon la norme IAS 34.*

<b>ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE .....</b>	<b>12</b>
<b>ETAT DU RESULTAT GLOBAL .....</b>	<b>13</b>
<b>AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL.....</b>	<b>13</b>
<b>TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES .....</b>	<b>14</b>
<b>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES.....</b>	<b>15</b>
<b>COMPLEMENT D'INFORMATION SUR LES FLUX DE TRESORERIE .....</b>	<b>15</b>
<b>NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES .....</b>	<b>16</b>
1. DESCRIPTION DU GROUPE .....	16
2. BASES DE PREPARATION .....	17
3. VARIATIONS SAISONNIERES .....	20
4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	21
5. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE .....	21
6. CAPITAUX PROPRES .....	22
7. INTERETS MINORITAIRES .....	22
8. EMPRUNTS .....	23
9. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS .....	24
10. INFORMATION SECTORIELLE .....	25
11. CHARGES D'EXPLOITATION .....	27
12. CHARGES FINANCIERES NETTES .....	28
13. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES .....	28

## ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	Au 31 mars 2013 <i>(non audité)</i>	Au 30 septembre 2012
<b>Actifs non courants</b>			
Immobilisations corporelles	4	1 824,4	1 860,8
Immeubles de placement		14,2	14,2
Immobilisations incorporelles		33,9	36,1
Trésorerie des sociétés <i>ad hoc</i>		14,9	21,3
Autres		17,0	8,9
		<b>1 904,4</b>	1 941,3
<b>Actifs courants</b>			
Stocks		43,2	38,7
Clients, comptes rattachés et autres créances		107,8	116,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	68,7	114,3
Autres		21,4	24,8
		<b>241,1</b>	294,6
<b>Total actif</b>		<b>2 145,5</b>	2 235,9
<b>Capitaux propres</b>			
Capital social	6.1	39,0	39,0
Primes d'émission		1 627,3	1 627,3
Réserves consolidées		(1 748,5)	(1 659,4)
Autres		(8,1)	(15,7)
Total capitaux propres - part du Groupe		<b>(90,3)</b>	(8,8)
<b>Intérêts minoritaires</b>	7	<b>(14,9)</b>	2,7
<b>Total capitaux propres</b>		<b>(105,2)</b>	(6,1)
<b>Passifs non courants</b>			
Emprunts	8	1 709,2	1 709,3
Produits constatés d'avance		15,4	15,6
Provisions		11,4	12,3
Autres		49,6	51,8
		<b>1 785,6</b>	1 789,0
<b>Passifs courants</b>			
Fournisseurs et autres créditeurs	9	281,9	331,7
Emprunts	8	31,7	1,7
Produits constatés d'avance		150,5	112,3
Autres		1,0	7,3
		<b>465,1</b>	453,0
<b>Total passifs non courants et courants</b>		<b>2 250,7</b>	2 242,0
<b>Total passif</b>		<b>2 145,5</b>	2 235,9

*Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés semestriels résumés.*

### ETAT DU RESULTAT GLOBAL

<i>(en millions d'euros, à l'exception de l'information par action)</i>	Note	Semestre clos le 31 mars		Exercice clos le 30 septembre 2012
		2013	2012	
		<i>(non audité)</i>		
<b>Produits des activités ordinaires</b>		<b>567,7</b>	552,4	1 324,3
Charges d'exploitation directes	11.1	<b>(527,4)</b>	(513,4)	(1 076,5)
Dépenses de marketing et ventes	11.2	<b>(68,0)</b>	(69,5)	(136,0)
Frais généraux et administratifs	11.3	<b>(54,8)</b>	(54,2)	(108,4)
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>(650,2)</b>	(637,1)	(1 320,9)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>(82,5)</b>	(84,7)	3,4
Produits financiers	12	<b>0,5</b>	2,9	4,8
Charges financières	12	<b>(26,3)</b>	(38,9)	(108,5)
Résultat des sociétés mises en équivalence		<b>(0,1)</b>	(0,2)	0,1
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>(108,4)</b>	(120,9)	(100,2)
Impôt		-	-	-
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>(108,4)</b>	(120,9)	(100,2)
<b>Résultat net :</b>				
Part du Groupe		<b>(89,1)</b>	(100,8)	(85,6)
Part des minoritaires		<b>(19,3)</b>	(20,1)	(14,6)
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)		<b>38 857</b>	38 834	38 835
<b>Résultat de base et dilué par action (en euros)</b>		<b>(2,29)</b>	(2,60)	(2,20)

### AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 31 mars		Exercice clos le 30 septembre 2012
	2013	2012	
	<i>(non audité)</i>		
<b>Résultat net</b>	<b>(108,4)</b>	(120,9)	(100,2)
<b>Eléments non recyclables en résultat</b>			
Retraites - écarts actuariels	-	-	(9,4)
(Pertes nettes) / gains nets sur ventes d'actions propres	<b>(0,1)</b>	0,1	0,2
Impôt	-	-	-
	<b>(0,1)</b>	0,1	(9,2)
<b>Eléments recyclables en résultat</b>			
Contrat de change à terme	<b>9,5</b>	(5,4)	(6,8)
Impôt	-	-	-
	<b>9,5</b>	(5,4)	(6,8)
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>9,4</b>	(5,3)	(16,0)
<b>Résultat global</b>	<b>(99,0)</b>	(126,2)	(116,2)
<i>Dont :</i>			
Part du Groupe	<b>(81,4)</b>	(105,1)	(98,7)
Part des minoritaires	<b>(17,6)</b>	(21,1)	(17,5)

*Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés semestriels résumés.*

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES**

<i>(en millions d'euros, non audité)</i>	<b>Note</b>	Capitaux propres - part du Groupe					Intérêts minoritaires	<b>Total capitaux propres</b>
		Capital social	Primes d'émission	Réserves consolidées	Autres	Total		
<b>Au 30 septembre 2011</b>		<b>39,0</b>	<b>1 627,3</b>	<b>(1 574,0)</b>	<b>(2,7)</b>	<b>89,6</b>	<b>86,6</b>	<b>176,2</b>
Résultat Global du semestre clos le 31 mars 2012		-	-	(100,8)	(4,3)	(105,1)	(21,1)	<b>(126,2)</b>
Variations nettes des actions propres		-	-	-	-	-	-	-
Autres transactions avec les actionnaires		-	-	-	-	-	-	-
<b>Au 31 mars 2012</b>		<b>39,0</b>	<b>1 627,3</b>	<b>(1 674,8)</b>	<b>(7,0)</b>	<b>(15,5)</b>	<b>65,5</b>	<b>50,0</b>
Résultat Global du semestre clos le 30 septembre 2012		-	-	15,2	(8,8)	6,4	3,6	<b>10,0</b>
Variations nettes des actions propres		-	-	-	0,1	0,1	-	<b>0,1</b>
Autres transactions avec les actionnaires		-	-	-	-	-	-	-
Autres		-	-	0,2	-	0,2	38,9 <sup>(1)</sup>	<b>39,1</b>
Déconsolidation des Sociétés de Financement de la Phase I		-	-	-	-	-	(105,3)	<b>(105,3)</b>
<b>Au 30 septembre 2012</b>		<b>39,0</b>	<b>1 627,3</b>	<b>(1 659,4)</b>	<b>(15,7)</b>	<b>(8,8)</b>	<b>2,7</b>	<b>(6,1)</b>
Résultat Global du semestre clos le 31 mars 2013		-	-	(89,1)	7,7	(81,4)	(17,6)	<b>(99,0)</b>
Variations nettes des actions propres	6.2	-	-	-	(0,1)	(0,1)	-	<b>(0,1)</b>
Autres transactions avec les actionnaires		-	-	-	-	-	-	-
<b>Au 31 mars 2013</b>		<b>39,0</b>	<b>1 627,3</b>	<b>(1 748,5)</b>	<b>(8,1)</b>	<b>(90,3)</b>	<b>(14,9)</b>	<b>(105,2)</b>

<sup>(1)</sup> Inclut des montants liés au refinancement de 2012 dont les bénéficiaires sont les associés des Sociétés de Financement de la Phase I. Suite au refinancement de 2012, le Groupe a acquis certains actifs qui étaient précédemment loués auprès de ces sociétés dans le cadre de contrats de crédit-bail. Les Sociétés de Financement de la Phase I ont été ensuite déconsolidées. Pour plus de détails sur le refinancement de 2012 et une définition des Sociétés de Financement de la Phase I, voir les notes 1.2. "Refinancement du Groupe de 2012" et 1.4. "Financement de Disneyland® Paris" des états financiers consolidés de l'Exercice 2012.

*Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés semestriels résumés.*

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	Semestre clos le 31 mars		Exercice clos le
		2013	2012	30 septembre 2012
		<i>(non audité)</i>		
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>(108,4)</b>	(120,9)	(100,2)
Eléments sans effet sur la trésorerie ou sur les actifs et passifs circulants :				
- Dotations aux amortissements		<b>85,6</b>	86,4	173,8
- Impact du refinancement de 2012 sur le résultat net		-	-	32,0
- Variations nettes des provisions		<b>2,9</b>	3,0	7,5
- Autres		<b>(0,3)</b>	1,3	2,0
Variation des actifs et passifs circulants :				
- Variation des créances, produits constatés d'avance et autres actifs		<b>52,9</b>	37,1	5,9
- Variation des stocks		<b>(5,2)</b>	(1,7)	(0,8)
- Variation des créditeurs, charges constatées d'avance et autres passifs		<b>(47,3)</b>	7,1	22,5
<b>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</b>		<b>(19,8)</b>	12,3	142,7
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles				
		<b>(50,3)</b>	(81,9)	(148,1)
Investissements liés aux sociétés mises en équivalence				
		<b>(1,9)</b>	(1,9)	(3,9)
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		<b>(52,2)</b>	(83,8)	(152,0)
(Achats nets) / ventes nettes d'actions propres				
		<b>(0,2)</b>	0,1	0,3
Ligne de crédit réutilisable accordée par TWDC	8.1	<b>30,0</b>	-	-
Remboursement des emprunts		<b>(0,1)</b>	(64,3)	(1 472,6)
Nouvelle dette accordée par TWDC lors du refinancement de 2012		-	-	1 331,8
Païement de coûts encourus lors du refinancement de 2012		<b>(3,3)</b>	-	(102,0)
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>26,4</b>	(64,2)	(242,5)
Variations de trésorerie et équivalents de trésorerie				
		<b>(45,6)</b>	(135,7)	(251,8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		<b>114,3</b>	366,1	366,1
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	5	<b>68,7</b>	230,4	114,3

*Pour plus d'informations, voir la note "Flux de Trésorerie" du rapport semestriel d'activité du Groupe.*

## COMPLEMENT D'INFORMATION SUR LES FLUX DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	Semestre clos le 31 mars		Exercice clos le
		2013	2012	30 septembre 2012
		<i>(non audité)</i>		
<b>Informations complémentaires :</b>				
Païement d'intérêts		<b>33,5</b>	21,2	69,9

*Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés semestriels résumés.*

## NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

### 1. DESCRIPTION DU GROUPE

Euro Disney S.C.A. (la "Société"), ses filiales détenues et contrôlées (le "Groupe Contrôlé Juridiquement") et la société de financement consolidée<sup>1</sup> (globalement le "Groupe") ont commencé l'exploitation commerciale de Disneyland® Paris (le "Site") le 12 avril 1992. Le Groupe exploite le Site qui comprend deux parcs à thèmes (collectivement les "Parcs à Thèmes"), le Parc Disneyland® et le Parc Walt Disney Studios®, qui a ouvert ses portes au public le 16 mars 2002, sept hôtels à thèmes (les "Hôtels"), deux centres de congrès, le centre de divertissements Disney Village® et le Golf Disneyland®, un parcours de golf de 27 trous (le "Golf"). Le Groupe gère également le développement immobilier et l'extension des infrastructures des terrains proches du Site.

La Société est cotée en bourse sur le marché NYSE Euronext Paris et est indirectement détenue à 39,8 % par EDL Holding Company LLC, une société détenue indirectement à 100 % par The Walt Disney Company ("TWDC"). La gérance est confiée à Euro Disney S.A.S. (le "Gérant"), filiale détenue indirectement à 100 % par TWDC. L'associé commandité de la Société est EDL Participations S.A.S., une filiale également détenue indirectement à 100 % par TWDC. La Société détient une participation de 82 % dans Euro Disney Associés S.C.A. ("EDA"), principale société d'exploitation du Site. Les 18 % restants sont détenus à part égale par deux filiales indirectement détenues à 100 % par TWDC.

L'exercice social de la Société commence le 1<sup>er</sup> octobre d'une année donnée et se termine le 30 septembre de l'année suivante (l' "Exercice"). Pour les besoins de ces états financiers consolidés semestriels résumés, le premier semestre (le "Premier Semestre") désigne le semestre clos le 31 mars 2013.

### INFORMATIONS FINANCIERES CLES DES PRINCIPALES FILIALES DU GROUPE

Le tableau ci-après présente les informations financières clés et l'activité des principales filiales détenues par la Société au 31 mars 2013 :

<i>(en millions d'euros et selon les principes comptables français, non audité)</i>	<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>Résultat net</b>	<b>Capitaux Propres</b>	<b>Activité</b>
EDA	563,5	(80,9)	208,1	Exploitant des Parcs à Thèmes, du Disneyland® Hôtel, du Disney's Davy Crockett Ranch et du Golf, et en charge du développement immobilier du Groupe.
EDL Hôtels S.C.A.	161,3	(19,6)	83,0	Exploitant de cinq des sept hôtels à thèmes du Groupe et du Disney Village®.
Euro Disney Vacances S.A.S.	273,2	0,2	1,7	Tour opérateur proposant principalement des forfaits vacances à Disneyland® Paris.

<sup>1</sup> Cette société de financement correspond à Centre de Congrès Newport S.N.C. Pour plus d'information, voir ci-après "Financement de Disneyland® Paris".



## **FINANCEMENT DE DISNEYLAND® PARIS**

Le Groupe Contrôlé Juridiquement est propriétaire des Parcs à Thèmes, des Hôtels dont un centre de convention situé au Disney's Hotel New York®, du Golf, du centre de divertissements Disney Village® ainsi que des terrains sous-jacents.

En 1996, divers contrats ont été signés pour la construction et le financement d'un second centre de congrès, adjacent à l'hôtel Disney's Newport Bay Club (le "Centre de Congrès Newport Bay Club"). EDL Hôtels S.C.A. ("EDLH") loue le Centre de Congrès Newport Bay Club auprès de Centre de Congrès Newport S.N.C., une société *ad hoc* créée pour les besoins du financement du Centre de Congrès Newport Bay Club, filiale détenue indirectement à 100 % par TWDC. Le Groupe Contrôlé Juridiquement ne détient aucune participation dans Centre de Congrès Newport S.N.C., qui est néanmoins consolidée conformément à IFRS<sup>1</sup> 10 "Etats financiers consolidés". Le contrat de crédit-bail prendra fin en septembre 2017, date à laquelle EDLH aura la possibilité d'acquérir le Centre de Congrès Newport Bay Club pour une valeur symbolique.

## **2. BASES DE PREPARATION**

Les états financiers consolidés semestriels résumés (incluant les notes ci-après) pour le Premier Semestre sont établis conformément à la norme *International Accounting Standard 34* "Information financière intermédiaire" ("IAS 34"). Conformément à IAS 34, les notes annexes portent uniquement sur les éléments significatifs du Premier Semestre et doivent être lues en liaison avec les états financiers consolidés de l'Exercice 2012 qui ont été préparés conformément au référentiel IFRS<sup>1</sup> tel qu'adopté par l'Union Européenne ("UE").

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'Exercice 2012 et le rapport des commissaires aux comptes correspondant sont inclus dans le document de référence du Groupe déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers ("AMF") le 24 janvier 2013 sous le numéro D.13-0025 (le "Document de Référence 2012"). Ils sont disponibles sur le site internet de la Société (<http://corporate.disneylandparis.fr>) et sur le site de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

### **2.1. PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les règles et méthodes comptables appliquées pour l'élaboration des états financiers consolidés semestriels résumés sont identiques à celles retenues au 30 septembre 2012, à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements et de la nouvelle interprétation décrits ci-après.

---

<sup>1</sup> Le terme "IFRS" fait référence collectivement aux normes comptables internationales, *International Accounting Standards* ("IAS"), *International Financial Reporting Standards* ("IFRS"), et aux interprétations du comité d'interprétation, *Standing Interpretations Committee* ("SIC") et *International Financial Reporting Interpretations Committee* ("IFRIC"), publiées par l'IASB.

## 2.2. NOUVELLES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRETATIONS

### 2.2.1. Nouvelles normes, amendements et l'interprétation adoptés par l'UE et appliqués par le Groupe

Les normes, amendements et la nouvelle interprétation suivants ont été adoptés par l'UE au cours du Premier Semestre :

IFRS 10 "Etats financiers consolidés" ("IFRS 10") présente un modèle unique de consolidation qui identifie la notion de contrôle comme étant la base pour consolider d'autres entités. IFRS 10 fournit une définition du contrôle, qui comprend trois éléments : le pouvoir sur l'autre entité ; l'exposition ou les droits à des rendements variables de cette autre entité ; et la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'autre entité afin d'impacter ses rendements. Le Groupe applique déjà les principes d'IFRS 10. En conséquence, l'adoption de cette norme n'a pas eu d'impact dans l'analyse du contrôle des filiales du Groupe et aucun changement n'est nécessaire dans les états financiers du Groupe.

IFRS 11 "Partenariats" réduit à deux le nombre de types d'accords conjoints : les activités communes et les coentreprises. La méthode de mise en équivalence devient obligatoire pour les coentreprises. Les actifs, passifs, produits et charges liés aux activités communes doivent être comptabilisés à hauteur de la quote-part qui revient au Groupe. Le Groupe n'a pas d'accords conjoints dans des activités communes et les coentreprises auxquelles le Groupe est partie prenante sont déjà comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence ; cette nouvelle norme ne nécessite donc aucun changement dans les états financiers du Groupe.

IFRS 12 "Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités" précise les informations à fournir concernant les participations dans des filiales, des accords conjoints, des entreprises associées et des entités non consolidées. Les informations à fournir doivent permettre aux lecteurs des états financiers d'évaluer la base du contrôle, ainsi que toute restriction sur les actifs et passifs consolidés. Elles doivent également permettre d'évaluer l'exposition aux risques résultant des participations dans des entités non consolidées ou de la participation des intérêts minoritaires dans les activités consolidées. L'application de cette norme exige du Groupe de publier des informations supplémentaires si elles sont significatives, notamment sur la position financière et le résultat des coentreprises et des entités *ad hoc*. L'activité des coentreprises du Groupe n'étant pas significative au 31 mars 2013, cette norme ne nécessite donc aucun changement dans les états financiers du Groupe.

IFRS 13 "Evaluation de la juste valeur" ("IFRS 13") présente un cadre d'évaluation de la juste valeur et des informations à fournir en notes aux états financiers. IFRS 13 s'inscrit dans un projet de convergence avec les standards américains US GAAP<sup>1</sup>. La norme n'exige pas d'autres mesures de juste valeur que celles qui sont déjà requises ou autorisées par d'autres normes IFRS. Cette nouvelle norme ne nécessite donc aucun changement dans les états financiers du Groupe.

IAS 27 révisée "Etats financiers individuels" ("IAS 27 révisée") remplace la version précédente d'IAS 27 "Etats financiers consolidés et individuels". Les principes de l'ancienne norme concernant les états financiers consolidés ont été transférés dans IFRS 10 (voir plus haut). L'objectif d'IAS 27 révisée est de définir les exigences de comptabilisation et de présentation concernant les investissements dans les filiales, coentreprises et entreprises associées d'une entité lorsque celle-ci prépare des états financiers séparés selon les IFRS. Les entités du Groupe préparent uniquement des états financiers séparés selon les normes françaises, cette norme révisée n'est donc pas applicable au Groupe.

---

<sup>1</sup> *United States Generally Accepted Accounting Principles*, ou Principes Comptables Généralement Admis aux Etats-Unis. Ensemble de règles comptables définies par le FASB (*Financial Accounting Standards Board*), l'organisme règlementaire comptable américain.

IAS 28 révisée "Participations dans des entreprises associées et dans des coentreprises" remplace la précédente norme IAS 28 "Participations dans des entreprises associées" et inclut explicitement les coentreprises dans le champ d'application de la norme. La norme révisée n'introduit pas de changement significatif dans la description de la méthode de mise en équivalence. Le Groupe utilise déjà la méthode de mise en équivalence pour ses participations dans des coentreprises. Cette norme révisée ne nécessite donc aucun changement dans les états financiers du Groupe.

Amendements à IFRS 1 "Hyperinflation sévère et suppression des dates d'application ferme pour les nouveaux adoptants" introduisent des mesures spécifiques destinées à faciliter la transition pour les entités adoptant les IFRS pour la première fois. Le Groupe a adopté les IFRS pour la première fois au cours de l'Exercice 2006 ; ces amendements ne sont donc pas applicables au Groupe.

Amendements à IFRS 1 "Prêts gouvernementaux" précisent de nouvelles exigences en matière de comptabilisation et de présentation pour les entités adoptant les IFRS pour la première fois. Le Groupe a adopté les IFRS pour la première fois au cours de l'Exercice 2006 ; ces amendements ne sont donc pas applicables au Groupe.

Amendements à IFRS 7 "Informations à fournir – compensation des actifs et passifs financiers" exigent de présenter des informations complémentaires sur les actifs et passifs financiers qui ont été compensés conformément à IAS 32 "Instruments financiers : présentation". Ces amendements prévoient également l'obligation de fournir de nouvelles informations destinées à aider les investisseurs et autres utilisateurs des états financiers à mieux évaluer l'effet ou l'effet potentiel des accords de compensation sur la situation financière d'une entreprise. Le Groupe respecte déjà ces amendements qui ne nécessitent donc aucun changement dans les états financiers du Groupe.

Amendements à IAS 12 "Impôts différés – recouvrement des actifs sous-jacents" portent sur les méthodes de comptabilisation et d'évaluation des impôts différés actifs et passifs liés aux immeubles de placement ou aux immobilisations corporelles enregistrés à la juste valeur. Le Groupe comptabilise ses immeubles de placement et immobilisations corporelles au coût amorti ; ces amendements ne sont donc pas applicables au Groupe.

Amendements à IAS 32 "Compensation des actifs et passifs financiers" présentent les critères de compensation entre un actif et un passif financier. Ces amendements précisent les conditions d'application de la compensation prévue par la norme. Le Groupe respecte déjà ces amendements qui ne nécessitent donc aucun changement dans les états financiers du Groupe.

Les améliorations aux IFRS sont une série d'amendements à diverses normes existantes se traduisant par des changements de présentation, de reconnaissance comptable, de méthodes de mesure ou de terminologie. Le Groupe respecte déjà ces amendements qui ne nécessitent donc aucun changement dans les états financiers du Groupe.

IFRIC 20 "Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert" s'applique aux frais de découverte liés à une activité minière. Le Groupe n'a pas d'activité minière, par conséquent, cette interprétation n'est pas applicable au Groupe.

### **2.2.2. Nouveaux amendements publiés par l'IASB et non encore appliqués par le Groupe**

Les amendements suivants n'ont pas encore été adoptés par l'UE au 31 mars 2013, et ne sont donc pas applicables au Groupe. Les implications pratiques de leur application et leurs effets sur les états financiers du Groupe ont été évalués et ne devraient pas avoir d'incidence matérielle :

- Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 "Date d'entrée en vigueur obligatoire d'IFRS 9 et obligations d'information transitoires".
- Amendements à IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12 "Dispositions transitoires".
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12, IAS 27 "Entités d'investissement".

### **3. VARIATIONS SAISONNIERES**

L'activité du Groupe est saisonnière et les résultats annuels dépendent de façon significative de l'activité du second semestre de l'Exercice, soit du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre, qui correspond traditionnellement à la haute saison pour Disneyland® Paris. Par conséquent, les résultats du Premier Semestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats pouvant être attendus pour l'ensemble de l'Exercice 2013.

#### 4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations d'immobilisations corporelles au titre du Premier Semestre et de l'Exercice 2012 se répartissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2012				Premier Semestre 2013 <i>(non audité)</i>				<b>Au 31 mars 2013</b> <i>(non audité)</i>
	<b>Au 30 septembre 2011</b>	Augmen- tations	Diminu- tions	Transferts	<b>Au 30 septembre 2012</b>	Augmen- tations	Diminu- tions	Transferts	
<b>Valeurs brutes</b>									
<i>dont :</i>									
Terrains et ouvrages d'infrastructures secondaires	<b>611,8</b>	-	(0,8)	7,5	<b>618,5</b>	-	-	0,3	<b>618,8</b>
Constructions et attractions	<b>3 288,3</b>	0,1	(6,6)	49,7	<b>3 331,5</b>	-	(1,4)	0,8	<b>3 330,9</b>
Installations, matériels et mobilier	<b>712,2</b>	0,3	(8,3)	46,3	<b>750,5</b>	0,1	(5,6)	3,7	<b>748,7</b>
Constructions en cours	<b>57,1</b>	149,9	-	(108,1)	<b>98,9</b>	48,2	(1,3)	(6,4)	<b>139,4</b>
	<b>4 669,4</b>	150,3	(15,7)	(4,6)	<b>4 799,4</b>	48,3	(8,3)	(1,6)	<b>4 837,8</b>
<b>Amortissements cumulés</b>									
<i>dont :</i>									
Terrains et ouvrages d'infrastructures secondaires	<b>(315,2)</b>	(17,7)	0,8	-	<b>(332,1)</b>	(8,2)	-	-	<b>(340,3)</b>
Constructions et attractions	<b>(1 843,9)</b>	(124,5)	6,6	-	<b>(1 961,8)</b>	(61,5)	1,4	-	<b>(2 021,9)</b>
Installations, matériels et mobilier	<b>(630,0)</b>	(23,0)	8,3	-	<b>(644,7)</b>	(12,1)	5,6	-	<b>(651,2)</b>
	<b>(2 789,1)</b>	(165,2)	15,7	-	<b>(2 938,6)</b>	(81,8)	7,0	-	<b>(3 013,4)</b>
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>1 880,3</b>	(14,9)	-	(4,6) <sup>(1)</sup>	<b>1 860,8</b>	(33,5)	(1,3)	(1,6) <sup>(1)</sup>	<b>1 824,4</b>

<sup>(1)</sup> Transferts en immobilisations incorporelles.

La valeur brute des immobilisations corporelles s'élève à 4 837,8 millions d'euros au 31 mars 2013 contre 4 799,4 millions d'euros au 30 septembre 2012.

Les *Constructions en cours* s'élèvent à 139,4 millions d'euros au 31 mars 2013 contre 98,9 millions d'euros au 30 septembre 2012. Cette augmentation reflète les investissements relatifs à un projet de développement pluriannuel du Parc Walt Disney Studios®, qui comprend une nouvelle attraction inspirée du film d'animation Disney•Pixar *Ratatouille*.

Au 31 mars 2013, le Groupe s'est également engagé à réaliser des investissements dans le futur pour un montant de 96,6 millions d'euros à des fins de développement du Site et d'amélioration des actifs existants.

#### 5. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Le détail du poste *Trésorerie et équivalents de trésorerie* au 31 mars 2013 et au 30 septembre 2012 est présenté ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 31 mars 2013</b> <i>(non audité)</i>	Au 30 septembre 2012
Trésorerie	<b>46,4</b>	66,8
Equivalents de trésorerie	<b>22,3</b>	47,5
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>68,7</b>	114,3

## 6. CAPITAUX PROPRES

### 6.1. CAPITAL SOCIAL

Au 31 mars 2013 et au 30 septembre 2012, le capital de la Société (entièrement libéré) est divisé en 38 976 490 actions d'une valeur nominale de 1,00 euro chacune.

### 6.2. CONTRAT DE LIQUIDITE

Conformément aux autorisations qui lui ont été conférées par les assemblées générales des actionnaires de la Société, le Gérant a mis en œuvre un programme de rachat d'actions et confié la réalisation de ces opérations d'achat à Oddo Corporate Finance, un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante, dans le cadre d'un contrat de liquidité. Le terme du programme actuel de rachat d'actions a été prolongé du 17 août 2013 au 28 août 2014. Pour de plus amples détails, voir le descriptif du programme de rachat d'actions et les communiqués de presse sur le contrat de liquidité qui sont disponibles sur le site internet de la Société (<http://corporate.disneylandparis.fr>).

Au 31 mars 2013, la Société détient 145 719 actions propres acquises pour une valeur d'acquisition de 0,7 million d'euros. Ces actions propres sont comptabilisées en déduction du poste *Autres des Capitaux propres – part du Groupe*. De plus, au 31 mars 2013, la Société a également affecté un montant de 0,6 million d'euros au compte de liquidité.

## 7. INTERETS MINORITAIRES

Le détail du poste *Intérêts minoritaires* au 31 mars 2013 et au 30 septembre 2012 est présenté ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Note</b>	<b>Au 30 septembre 2012</b>	Résultat Global du Premier Semestre <i>(non audité)</i>	<b>Au 31 mars 2013</b> <i>(non audité)</i>
Résultat cumulé		(4,2)	(19,3)	(23,5)
Pertes actuarielles sur engagements de retraite du personnel		(2,9)	-	(2,9)
Opérations de couverture		(1,0)	1,7	0,7
Options de souscription d'actions		0,6	-	0,6
EDA		(7,5)	(17,6)	(25,1)
Centre de Congrès Newport S.N.C.	7.1	10,2	-	10,2
<b>Intérêts minoritaires</b>		<b>2,7</b>	(17,6)	<b>(14,9)</b>

Les intérêts minoritaires correspondent à une partie des capitaux propres des entités mentionnées ci-dessus, non détenue directement ou indirectement par la Société.

### 7.1. CENTRE DE CONGRES NEWPORT S.N.C.

Les intérêts minoritaires représentent le capital social de Centre de Congrès Newport S.N.C. sur lequel le Groupe Contrôlé Juridiquement n'a ni droit ni obligation. Pour une description de cette société de financement *ad hoc*, voir la note 1. "Description du Groupe" de ces états financiers consolidés semestriels résumés.

## 8. EMPRUNTS

Le tableau ci-dessous présente le détail du poste *Emprunts* au 31 mars 2013 et au 30 septembre 2012 :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Note</b>	Taux d'intérêts	<b>Au 31 mars 2013</b>	30 septembre, 2012
			<i>(non audité)</i>	
Emprunts		4,00 %	<b>1 231,8</b>	1 231,8
<i>Promissory Note</i> consolidée - Disney Entreprises Inc.		Euribor	<b>268,7</b>	268,7
Ligne de crédit réutilisable de 100 M€	8.1	Euribor + 2 %	<b>100,0</b>	100,0
<i>Promissory Note</i> consolidée - Euro Disney S.A.S.		Euribor	<b>92,7</b>	92,7
Emprunt TWDC de Centre de Congrès Newport S.N.C.		Euribor + 0,20 %	<b>15,9</b>	15,9
<b>Sous-total dette TWDC</b>			<b>1 709,1</b>	1 709,1
Emprunts sur crédit-bail capitalisé		5,52 %	<b>0,1</b>	0,2
<b>Emprunts non courants</b>			<b>1 709,2</b>	1 709,3
Ligne de crédit réutilisable de 250 M€	8.1	Euribor	<b>30,0</b>	-
Emprunt TWDC de Centre de Congrès Newport S.N.C.		Euribor + 0,20 %	<b>1,4</b>	1,4
<b>Sous-total dette TWDC</b>			<b>31,4</b>	1,4
Emprunts sur crédit-bail capitalisé		5,52 %	<b>0,3</b>	0,3
<b>Emprunts courants</b>			<b>31,7</b>	1,7
<b>Total emprunts</b>			<b>1 740,9</b>	1 711,0

Pour une description complète des emprunts du Groupe, voir la note 12. "Emprunts" des états financiers consolidés du Groupe pour l'Exercice 2012 inclus dans le Document de Référence 2012.

### 8.1. LIGNES DE CREDIT REUTILISABLES

Le 26 septembre 2012, TWDC a accordé au Groupe une ligne de crédit réutilisable de 100,0 millions d'euros, entièrement utilisée dans le cadre du refinancement de 2012. Cette ligne de crédit réutilisable expire le 30 septembre 2017 et porte intérêts au taux Euribor, plus une marge de 2 %.

De plus, avant le refinancement de 2012, deux lignes de crédit réutilisables, de respectivement 100,0 millions d'euros et 150,0 millions d'euros, avaient été mises à disposition par TWDC. Dans le cadre du refinancement de 2012, ces lignes de crédit réutilisables ont été regroupées en une ligne de crédit réutilisable unique de 250,0 millions d'euros qui porte intérêts au taux Euribor. Cette ligne de crédit réutilisable consolidée sera réduite à 150,0 millions d'euros à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2014 et jusqu'à sa date d'expiration au 30 septembre 2018. Au 31 mars 2013, un montant de 30,0 millions d'euros a été utilisé sur cette ligne de crédit réutilisable alors qu'elle n'avait pas été utilisée au 30 septembre 2012.

## 8.2. ECHEANCIER DES DETTES

Au 31 mars 2013, l'échéancier prévu pour le remboursement des emprunts du Groupe est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 31 mars 2013</b> <i>(non audité)</i>	Échéance au cours de l'Exercice					
		2013	2014	2015	2016	2017	Au-delà
Emprunts TWDC	<b>1 610,5</b>	1,4	11,4	31,4	31,6	41,5	1 493,2
Emprunts sur crédit-bail capitalisé	<b>0,4</b>	0,3	0,1	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 610,9</b>	1,7	11,5	31,4	31,6	41,5	1 493,2

En complément des montants présentés dans le tableau ci-dessus, les lignes de crédit réutilisables peuvent être remboursées à tout moment jusqu'à leur date d'expiration.

Les intérêts sur les deux lignes de crédit réutilisables sont payés tous les un, trois ou six mois en fonction des tirages.

## 9. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

Les *Fournisseurs et autres créditeurs* au 31 mars 2013 et au 30 septembre 2012 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	<b>Au 31 mars 2013</b> <i>(non audité)</i>	Au 30 septembre 2012
Dettes sociales		<b>104,8</b>	99,8
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9.1	<b>96,9</b>	103,7
Dettes envers les sociétés liées	9.2	<b>46,4</b>	101,3
Taxe sur la Valeur Ajoutée ("TVA")		<b>15,2</b>	13,6
Autres passifs courants		<b>18,6</b>	13,3
<b>Fournisseurs et autres créditeurs</b>		<b>281,9</b>	331,7

### 9.1. DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Au 31 mars 2013, les dettes fournisseurs du Groupe s'élevaient à 96,9 millions d'euros, dont 36,7 millions d'euros étaient facturées et 60,2 millions d'euros correspondaient à des factures à recevoir.

### 9.2. DETTES ENVERS LES SOCIETES LIEES

Les dettes courantes envers les sociétés liées comprennent principalement des dettes relatives aux redevances de licence et à la rémunération du Gérant envers des filiales détenues à 100 % par TWDC et d'autres coûts associés à l'exploitation et au développement du Site. Pour plus d'informations sur les transactions avec les parties liées, voir la note 13. "Transactions avec les parties liées".



## 10. INFORMATION SECTORIELLE

Pour ses besoins de *reporting* interne, le Groupe compte deux secteurs opérationnels pour lesquels il présente une information financière distincte :

- **Le secteur activités touristiques** qui regroupe les activités des Parcs à Thèmes, des Hôtels, du Disney Village<sup>®</sup> et du Golf ainsi que l'ensemble des services proposés aux visiteurs de Disneyland<sup>®</sup> Paris ;
- **Le secteur activités de développement immobilier** qui comprend les activités de conception et de suivi de la construction de nouvelles installations pour le secteur activités touristiques et de la réalisation des améliorations apportées aux installations existantes, ainsi que d'autres projets immobiliers commerciaux et résidentiels financés par le Groupe ou par des partenaires extérieurs.

Cette répartition reflète l'organisation des opérations du Groupe et de son système financier en fonction de la nature des produits et services rendus, chaque secteur opérationnel représentant un domaine d'activité stratégique qui propose différents produits et sert différents marchés. Il n'existe pas d'autre secteur opérationnel représentant au moins 10 % des produits des activités ordinaires, 10 % du résultat net ou 10 % des actifs et pouvant être identifié de façon distincte.

La performance des secteurs opérationnels est évaluée principalement au vu du résultat d'exploitation. Le Groupe n'évalue pas la performance de ses différents secteurs opérationnels au regard de la valeur de leurs immobilisations respectives. Les règles et méthodes comptables appliquées à ces deux secteurs opérationnels sont identiques.

### 10.1. INFORMATIONS SUR L'ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

Le tableau suivant présente les informations sectorielles sur l'état de la situation financière au 31 mars 2013 et au 30 septembre 2012 :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Secteur activités touristiques</b>		<b>Secteur activités de développement immobilier</b>		<b>Total</b>	
	<b>Au 31 mars 2013</b>	Au 30 septembre 2012	<b>Au 31 mars 2013</b>	Au 30 septembre 2012	<b>Au 31 mars 2013</b>	Au 30 septembre 2012
	<i>(non audité)</i>		<i>(non audité)</i>		<i>(non audité)</i>	
Immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement nets	<b>1 844,2</b>	1 883,1	<b>28,3</b>	28,0	<b>1 872,5</b>	1 911,1
Autres actifs	<b>265,6</b>	313,8	<b>7,4</b>	11,0	<b>273,0</b>	324,8
<b>Total actif</b>	<b>2 109,8</b>	2 196,9	<b>35,7</b>	39,0	<b>2 145,5</b>	2 235,9
<b>Total passifs courants et non courants</b>	<b>2 232,4</b>	2 224,8	<b>18,3</b>	17,2	<b>2 250,7</b>	2 242,0

## 10.2. INFORMATIONS SUR L'ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Il n'y a pas eu de transaction inter-secteur au titre du Premier Semestre, du premier semestre de l'Exercice 2012 et de l'Exercice 2012.

*Etat du résultat global du Premier Semestre et du premier semestre de l'Exercice 2012*

	Secteur activités touristiques		Secteur activités de développement immobilier		Total	
	Premier Semestre		Premier Semestre		Premier Semestre	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
<i>(en millions d'euros, non audité)</i>						
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>561,1</b>	551,1	<b>6,6</b>	1,3	<b>567,7</b>	552,4
Charges d'exploitation directes	(523,1)	(513,8)	(4,3)	0,4	(527,4)	(513,4)
Dépenses de marketing et ventes	(68,0)	(69,5)	-	-	(68,0)	(69,5)
Frais généraux et administratifs	(53,0)	(52,6)	(1,8)	(1,6)	(54,8)	(54,2)
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>(644,1)</b>	(635,9)	<b>(6,1)</b>	(1,2)	<b>(650,2)</b>	(637,1)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(83,0)</b>	(84,8)	<b>0,5</b>	0,1	<b>(82,5)</b>	(84,7)
Produits financiers	0,5	2,9	-	-	0,5	2,9
Charges financières	(26,3)	(38,9)	-	-	(26,3)	(38,9)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(0,1)	(0,2)	-	-	(0,1)	(0,2)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(108,9)</b>	(121,0)	<b>0,5</b>	0,1	<b>(108,4)</b>	(120,9)
Impôt	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>(108,9)</b>	(121,0)	<b>0,5</b>	0,1	<b>(108,4)</b>	(120,9)

*Etat du résultat global de l'Exercice 2012*

	Secteur activités touristiques	Secteur activités de développement immobilier	Total
<i>(en millions d'euros)</i>			
<b>Produits des activités ordinaires</b>	1 315,0	9,3	1 324,3
Charges d'exploitation directes	(1 075,6)	(0,9)	(1 076,5)
Dépenses de marketing et ventes	(136,0)	-	(136,0)
Frais généraux et administratifs	(105,2)	(3,2)	(108,4)
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>(1 316,8)</b>	<b>(4,1)</b>	<b>(1 320,9)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(1,8)</b>	<b>5,2</b>	<b>3,4</b>
Produits financiers	4,8	-	4,8
Charges financières	(108,5)	-	(108,5)
Résultat des sociétés mises en équivalence	0,1	-	0,1
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(105,4)</b>	<b>5,2</b>	<b>(100,2)</b>
Impôt	-	-	-
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>(105,4)</b>	<b>5,2</b>	<b>(100,2)</b>

## 11. CHARGES D'EXPLOITATION

### 11.1. CHARGES D'EXPLOITATION DIRECTES

Les *charges d'exploitation directes* du Groupe au titre du Premier Semestre, du premier semestre de l'Exercice 2012 et de l'Exercice 2012 sont présentées ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	Premier Semestre		Exercice 2012
		2013	2012	
		<i>(non audité)</i>		
Redevances de licence et rémunération du Gérant	11.1.1	32,7	31,6	76,8
Dotations aux amortissements		81,5	81,9	165,2
Autres charges d'exploitation directes	11.1.2	413,2	399,9	834,5
<b>Charges d'exploitation directes</b>		<b>527,4</b>	<b>513,4</b>	<b>1 076,5</b>

#### 11.1.1. Redevances de licence et rémunération du Gérant

Les redevances de licence correspondent aux sommes dues à une filiale indirectement détenue à 100 % par TWDC, conformément à un contrat de licence. Ce contrat permet au Groupe d'utiliser les droits de propriété intellectuelle ou industrielle présents ou futurs, détenus par TWDC, qui sont attachés aux attractions et aux autres installations. Le Groupe est également autorisé à vendre des marchandises incorporant des droits de propriété intellectuelle détenus par TWDC. Les redevances de licence sont fonction des produits des activités touristiques du Groupe.

La rémunération du Gérant est définie dans les statuts d'EDA. Pour le Premier Semestre, elle correspond à 1 % des produits des activités ordinaires du Groupe.

#### 11.1.2. Autres charges d'exploitation directes

Les autres charges d'exploitation directes comprennent les frais de personnel opérationnel, les coûts de revient des marchandises vendues, de la nourriture et des boissons ainsi que les dépenses liées à la maintenance et à la rénovation des actifs, les impôts et taxes ainsi que d'autres charges diverses.

### 11.2. DEPENSES DE MARKETING ET VENTES

Les dépenses de marketing et ventes comprennent principalement les coûts relatifs aux campagnes de publicité, les salaires et avantages sociaux des employés des départements marketing et ventes et les coûts associés aux activités de vente et de distribution.

### 11.3. FRAIS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS

Les frais généraux et administratifs comprennent principalement les salaires et avantages sociaux des employés des départements administratifs, les coûts associés aux systèmes informatiques ainsi que d'autres charges diverses.

## 12. CHARGES FINANCIERES NETTES

Les charges financières nettes du Groupe se décomposent comme suit au titre du Premier Semestre, du premier semestre de l'Exercice 2012 et de l'Exercice 2012 :

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier Semestre		Exercice 2012
	2013	2012	
	<i>(non audité)</i>		
<b>Produits financiers</b>			
Produits de placements financiers	0,5	2,9	4,8
	<b>0,5</b>	2,9	4,8
<b>Charges financières, hors impact du refinancement de 2012</b>			
Charges d'intérêts	(25,2)	(35,9)	(70,3)
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	(0,3)	(0,1)	(0,3)
Charges liées à l'actualisation des engagements de retraite	(0,7)	(0,7)	(1,4)
Autres	(0,1)	(2,2)	(4,5)
	<b>(26,3)</b>	(38,9)	(76,5)
<b>Charges financières nettes liées au refinancement de 2012</b>	-	-	(32,0)
<b>Charges financières nettes</b>	<b>(25,8)</b>	(36,0)	(103,7)

## 13. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions avec les parties liées conclues entre le Groupe, TWDC et d'autres parties sont présentées ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	Premier Semestre		Exercice 2012
		2013	2012	
		<i>(non audité)</i>		
<b>Produits des activités ordinaires</b>	13.1	<b>3,0</b>	2,7	7,6
<b>Charges d'exploitation</b>				
Redevances de licence et rémunération du Gérant	11.1.1	(32,7)	(31,6)	(76,8)
Contrat de développement et autres services	13.2	(16,0)	(18,2)	(37,5)
<b>Charges financières nettes</b>	13.3	<b>(26,6)</b>	(3,9)	(8,6)
<b>Résultat des sociétés mises en équivalence</b>		<b>(0,1)</b>	(0,2)	0,1
<b>Total</b>		<b>(72,4)</b>	(51,2)	(115,2)

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Note</b>	<b>Au 31 mars 2013</b>	Au 30 septembre 2012
		<i>(non audité)</i>	
Clients, comptes rattachés et autres créances		<b>3,2</b>	4,8
Autres actifs		<b>9,9</b>	6,8
<b>Total actif</b>		<b>13,1</b>	11,6
Emprunts : - Emprunts TWDC	8	<b>1 610,5</b>	1 610,5
- Ligne de crédit réutilisable de 100 M€	8.1	<b>100,0</b>	100,0
- Ligne de crédit réutilisable de 250 M€	8.1	<b>30,0</b>	-
Fournisseurs et autres créditeurs <sup>(1)</sup>	9.2	<b>46,4</b>	101,3
Produits constatés d'avance		<b>0,2</b>	0,2
<b>Total passif</b>		<b>1 787,1</b>	1 812,0

<sup>(1)</sup> Au 31 mars 2013 et au 30 septembre 2012, les fournisseurs et autres créditeurs comprennent un solde de redevances de licence et de rémunération du Gérant à hauteur respectivement de 35,7 millions d'euros et de 81,1 millions d'euros.

### 13.1. PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES

Les *produits des activités ordinaires* correspondent principalement aux montants reçus de The Walt Disney Company (France) S.A.S. dans le cadre de la location d'espaces professionnels situés sur le Parc Walt Disney Studios®. Ces produits incluent également les ventes de tickets des Parcs à Thèmes et de séjours par l'intermédiaire d'entités de TWDC.

### 13.2. CONTRAT DE DEVELOPPEMENT ET AUTRES SERVICES

Le montant dû au Gérant au titre du Contrat de Développement<sup>1</sup> est égal au montant total des coûts directs et indirects encourus par celui-ci au titre de la fourniture de services en sa qualité de gérant de la Société.

Les coûts indirects liés au Contrat de Développement comprennent principalement la part du Groupe dans les dépenses liées aux services partagés des bureaux de marketing européens de TWDC. Les coûts indirects incluent également la réalisation d'études conceptuelles pour les installations et attractions existantes des Parcs à Thèmes.

Les autres services incluent notamment divers accords de prestations de services avec des filiales de TWDC, telles que Disney Interactive et Disney Destinations LLC. Pour plus d'information, voir la note 19.2. "Contrat de développement et autres services" des états financiers consolidés du Groupe pour l'Exercice 2012.

### 13.3. CHARGES FINANCIERES NETTES

Au titre du Premier Semestre, du premier semestre de l'Exercice 2012 et de l'Exercice 2012, les charges financières nettes comprennent principalement les charges d'intérêts relatives aux dettes à long terme dues à TWDC. L'augmentation des charges financières nettes au cours du Premier Semestre est due aux intérêts sur la dette du Groupe envers TWDC accordée lors du refinancement de 2012. Pour une description des contrats de financement avec TWDC, voir la note 12.1. "Dette TWDC" des états financiers consolidés du Groupe pour l'Exercice 2012.

<sup>1</sup> Correspond au contrat en date du 28 février 1989 entre la Société et le Gérant aux termes duquel le Gérant fournit et fait en sorte que d'autres filiales de TWDC fournissent à EDA un certain nombre de services techniques et administratifs, dont certains font appel aux compétences Disney ou ne peuvent pas être raisonnablement fournis par des tiers. Pour plus d'information sur le Contrat de Développement, se référer à la section A.4. "Principaux contrats du Groupe" du Document de Référence 2012 du Groupe.

#### **13.4. AUTRES ACCORDS**

TWDC gère la construction des attractions du Groupe. Au cours du Premier Semestre, du premier semestre de l'Exercice 2012 et de l'Exercice 2012, le Groupe a engagé respectivement 9,5 millions d'euros, 34,1 millions d'euros et 45,6 millions d'euros de coûts de construction avec TWDC. Ces coûts ont été enregistrés en *Immobilisations corporelles*.

Le Groupe a également un engagement hors bilan vis-à-vis de TWDC. Lors de la Restructuration Financière de 1994<sup>1</sup>, le Groupe s'est engagé à payer à TWDC une rémunération de développement de 182,9 millions d'euros, dont le paiement est soumis à certaines conditions (voir la note 23.2.1. "Passifs éventuels" des états financiers consolidés du Groupe pour l'Exercice 2012). Le Groupe n'a comptabilisé aucun montant au titre de cet engagement.

---

<sup>1</sup> Correspond au protocole d'accord signé en mars 1994 par le Groupe et ses principales parties prenantes pour définir les termes d'une restructuration des obligations respectives du Groupe. Voir la section A.3.2. "Financement du développement du Site" du Document de Référence 2012 du Groupe pour plus de détails.

**ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER  
SEMESTRIEL**

**ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

*Nous attestons, à notre connaissance, que les états financiers consolidés semestriels résumés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du Groupe, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'Exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'Exercice.*



Le Gérant, Euro Disney S.A.S.  
Représenté par M. Philippe Gas  
Président



**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION  
FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013**

**PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT**  
63, RUE DE VILLIERS  
92208 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

**CADERAS MARTIN**  
43, RUE DE LIEGE  
75008 PARIS

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013**

Aux Actionnaires  
**EURO DISNEY SCA**  
Immeubles Administratifs  
Route Nationale 34  
77700 Chessy

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société EURO DISNEY SCA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> octobre 2012 au 31 mars 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du gérant. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

**I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **II - Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 15 mai 2013

### **Les Commissaires aux Comptes**

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Bruno Tesnière  
Associé

**Caderas Martin**  
Pierre-Olivier Cointe  
Associé